



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

L'AUTORITÉ EUROPÉENNE CONTRE LE BLANCHIMENT DE CAPITAUX À PARIS



A portrait of Emmanuel Macron, President of France, wearing a dark suit, white shirt, and dark tie. He is standing in front of a window with green foliage outside. To his left is the French flag (blue, white, red) and to his right is the European Union flag (blue with yellow stars).

Éditorial d'Emmanuel Macron

La lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme est un défi prioritaire pour la France. Son efficacité est chaque jour plus nécessaire en raison de la complexification ainsi que de la digitalisation croissante des flux financiers. La France soutient donc activement la finalisation rapide du paquet réglementaire européen en cours d'adoption, et tout particulièrement la création de l'Autorité de lutte contre le blanchiment de capitaux (AMLA) qui sera un acteur essentiel pour lutter le plus efficacement possible contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme au sein de l'Union européenne.

Le défi est de taille puisqu'il s'agit de passer de 27 approches nationales de la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme à la mise en œuvre d'une véritable approche européenne unifiée.

Je suis convaincu qu'une implantation dans notre capitale est la meilleure façon de surmonter ce défi et d'offrir à l'Autorité de lutte contre le blanchiment de capitaux les perspectives les plus prometteuses sur le long terme.

En s'établissant à Paris, l'Autorité profiterait pleinement des synergies avec le Groupe d'action financière (GAFI), l'Autorité bancaire européenne (ABE) et l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF) qui y sont déjà implantés. Cela renforcerait également, à l'échelle mondiale, le rôle moteur de l'Union dans ce domaine.

Une localisation à Paris placerait l'AMLA au cœur de la première place financière de l'Union européenne et d'une métropole connectée aux capitales et aux places financières européennes et mondiales, facilitant les échanges avec la communauté internationale d'experts de la lutte contre le blanchiment de

capitaux et le financement du terrorisme. Installée dans une région attractive, ouverte à l'international, sur le plan de l'emploi comme de l'éducation, l'Autorité pourrait proposer à ses équipes d'excellentes conditions de vie et de travail, susceptibles d'attirer à elle les meilleurs talents.

Afin de répondre au mieux aux besoins de l'Autorité, l'État mettra tout en œuvre opérationnellement et budgétairement, pour que l'installation de l'Autorité se fasse dans les meilleures conditions et apportera un soutien financier aux frais de prise à bail et d'aménagement de nouveaux locaux, à hauteur de 15 millions d'euros. L'État et les collectivités locales concernées proposeront ensemble un accompagnement personnalisé afin de faciliter les démarches occasionnées par l'installation en France de l'Autorité et de ses équipes.

Par cette attention particulière portée à l'implantation de l'Autorité, et en offrant des perspectives de développement sur le long terme, l'offre de la France pour accueillir l'AMLA à Paris constitue la meilleure garantie afin que celle-ci monte en puissance rapidement et organise une supervision et coordination efficiente des acteurs de la lutte contre le blanchiment de capitaux au sein de l'Union européenne, en promouvant un même niveau d'exigence et d'excellence au sein des États membres.

**Afin de répondre au mieux
aux besoins de l'Autorité,
l'État mettra tout en œuvre
opérationnellement et
budgétairement, pour que
l'installation de l'Autorité
se fasse dans les meilleures
conditions**



« La politique française en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme (LCB-FT) fait intervenir de nombreux ministères, régulateurs et organismes d'autorégulation. L'excellente coordination entre tous les services et administrations impliqués explique en bonne partie la très bonne notation attribuée par le groupe d'action financière (GAFI) à l'efficacité du dispositif français de lutte contre le blanchiment. Ces résultats viennent asseoir la forte légitimité française dans ce domaine.

Le choix de Paris est la meilleure garantie que la future autorité européenne soit à la hauteur de ses futures missions d'harmonisation des pratiques de surveillance et d'alignement des normes anti-blanchiment sur les standards les plus élevés. »

Elisabeth Borne, Première ministre

« La France a construit de longue date une expertise clef en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme. Nous voulons franchir une nouvelle étape en créant une véritable communauté européenne de la LCB-FT. Nous avons donc fait de l'obtention d'un accord sur le règlement instituant l'AMLA une priorité de la présidence française du Conseil de l'UE. Nous proposons aujourd'hui à l'AMLA de pouvoir s'appuyer sur l'écosystème international de la lutte anti-blanchiment et de la régulation financière constitué à Paris. L'AMLA pourra bénéficier d'un projet d'implantation que nous soutiendrons financièrement, dans une région particulièrement attractive en matière de compétences, de cadre de vie et d'infrastructures. »

Bruno Le Maire, Ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique

« La lutte contre le terrorisme est l'un des grands défis de notre siècle. Pour combattre ce fléau, il est impératif de s'attaquer à ses financements, qui s'appuient sur les circuits de blanchiment d'argent. La France est pleinement mobilisée dans ce combat, comme nous l'avons été pendant la présidence française du Conseil de l'Union européenne et avec l'appui de nos partenaires pour démanteler les réseaux criminels et terroristes en favorisant les échanges opérationnels. C'est pourquoi je me suis personnellement engagé dans la candidature de Paris pour accueillir l'AMLA. Paris a tous les atouts pour permettre à l'Union européenne, avec la création de l'AMLA, de réaliser l'ambition historique qu'elle s'est fixée en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme (LCB-FT). La France, qui travaille déjà étroitement avec Europol sur ce sujet, co-préside par ailleurs le réseau CARIN sur le recouvrement des avoirs criminels en 2023, après avoir présidé en 2022 le réseau AMON de lutte contre le blanchiment. »

Gérald Darmanin, Ministre de l'Intérieur et des Outre-mer

« La France, qui accueille déjà plus de 64 organisations et agences internationales, présente de nombreux atouts pour accueillir la future autorité européenne de supervision dans le domaine de la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme. Elle facilitera l'établissement de cette autorité dans les meilleurs délais si la candidature de Paris était retenue. »

Catherine Colonna, Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères

« La mise en place de la future autorité européenne de lutte contre le blanchiment de capitaux viendra renforcer le cadre préventif européen en matière de lutte contre blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme avec la supervision directe des assujettis du secteur financier les plus risqués et une convergence des pratiques de surveillance. Ce nouveau cadre européen améliorera la coordination entre la détection des risques et le volet répressif, et facilitera ainsi le travail des magistrats. Nous saurons vous convaincre que Paris est la ville la mieux placée pour accueillir le siège de cette future autorité. »

Eric Dupond-Moretti, Garde des Sceaux, ministre de la Justice

« La candidature française pour accueillir l'Autorité européenne de lutte contre le blanchiment d'argent témoigne des avancées en cours au niveau européen en faveur d'une meilleure coordination européenne sur ces sujets. Il est primordial de lutter de manière la plus coordonnée possible contre la criminalité financière. Je suis convaincue que la future autorité européenne trouverait à Paris les conditions idéales pour son installation, au sein d'un écosystème en pointe sur les questions de lutte contre le blanchiment. »

Laurence Boone, secrétaire d'Etat chargée de l'Europe

« Je suis déterminée à offrir les meilleures conditions pour l'installation de l'AMLA (Authority for Anti-Money Laundering and Countering the Financing of Terrorism) en Île-de-France, comme nous l'avons fait avec succès pour l'Autorité bancaire européenne. Cela permettra de renforcer le leadership européen en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme. Notre région offre un cadre idéal pour l'AMLA, avec une infrastructure de grande qualité, un vivier de talents, une offre éducative, sociale et médicale de niveau international et une connectivité inégalée en Europe. L'agence d'attractivité francilienne Choose Paris Region pourra centraliser et faciliter l'ensemble des démarches d'implantation, et des conseillers dédiés accompagneront ainsi l'AMLA à chaque étape. En tant que Présidente de la région Île-de-France, je porte avec enthousiasme notre candidature pour accueillir l'AMLA et m'engage à tout mettre en oeuvre pour garantir que sa création en Île-de-France se passe dans les meilleures conditions. »

Valérie Pécresse, Présidente du Conseil régional d'Île-de-France

« La Ville de Paris est durablement engagée dans une politique de lutte contre la corruption et des conflits d'intérêts. Une volonté qui se traduit par exemple dans le travail réalisé pour encadrer l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024. L'accueil de l'AMLA à Paris s'inscrirait naturellement dans le prolongement de cet engagement. La présence de nombreuses agences et organisations internationales à Paris contribuera à une meilleure prise en compte des enjeux de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Paris, place bancaire de première importance en Europe, pourra également bénéficier de l'implantation de l'AMLA. Paris facilitera dans toute la mesure du possible l'implantation de l'AMLA, de ses fonctionnaires et de leur famille. »

Anne Hidalgo, Maire de Paris



Robert Ophèle porte la candidature de Paris

Le Gouvernement a confié la responsabilité du projet de candidature à Robert Ophèle, qui a été notamment sous-gouverneur de la Banque de France, président de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution puis président de l'Autorité des marchés financiers. Sa grande expertise du secteur financier français et international est un atout évident pour porter la candidature de la France.

Le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme constituent une grave menace pour l'intégrité de l'économie et du système financier de l'Union européenne et pour la sécurité de ses citoyens.

En juillet 2021, la Commission européenne a publié un projet de règlement européen visant à créer une nouvelle autorité européenne, l'Anti-Money Laundering Authority (AMLA) ou Autorité de lutte contre le blanchiment de capitaux.

Compétente en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, l'AMLA disposera à cet effet de pouvoirs de surveillance et de sanction et veillera à la mise en œuvre harmonisée de la réglementation applicable en la matière.



La France joue un rôle moteur dans la lutte anti-blanchiment

Une efficacité reconnue

En mai 2022, au terme d'une procédure qui s'est déroulée sur plus de deux ans, le Groupe d'Action financière (GAFI) a attribué à la France une notation inégalée, la plaçant au premier rang en matière d'efficacité de LCB-FT, aux côtés du Royaume-Uni.

Le cadre LCB-FT français a été qualifié de « robuste et sophistiqué, très efficace en matière d'enquête et de poursuite pour financement du terrorisme, de confiscation des avoirs criminels et de coopération internationale ».

La France est par ailleurs le premier contributeur budgétaire européen du GAFI, avec un apport volontaire de 1 M€ par an en plus de sa contribution obligatoire, ce qui témoigne de sa mobilisation pour donner à cette organisation les moyens d'exercer ses missions et d'atteindre ses objectifs ambitieux.

Forte de cette reconnaissance, la France continue à renforcer l'efficacité de sa politique LCB-FT avec la production d'une analyse nationale approfondie et élargie à de nouveaux secteurs.

La France a aussi été pionnière en matière de réglementation et supervision LCB-FT des prestataires de services sur actifs numériques. Elle pourra utilement mettre son expertise et son expérience au service de la future Autorité européenne dans ce domaine qui présente des enjeux LCB-FT importants pour l'avenir.

Un pays à l'initiative

La France est également très active dans les réseaux internationaux dans le domaine de la LCB-FT. Elle a ainsi été à l'initiative de plusieurs événements majeurs ces dernières années.

En 2018, la première édition de la conférence internationale "No money for terror" a réuni à Paris 70 États et les responsables de près de 20 organisations internationales, régionales et agences spécialisées. Cette conférence a permis de réaffirmer l'engagement collectif dans la lutte contre le terrorisme.

Un engagement qui s'est concrétisé un an plus tard, avec l'adoption par le Conseil de Sécurité des Nations Unies, à l'initiative de la France, de la première résolution dédiée spécifiquement à la lutte contre le financement du terrorisme (2642).

En 2023, la France assure la présidence de CARIN (Camden Asset Recovery Inter-Agency Network), un réseau de recouvrement des avoirs qui regroupe 54 États membres (dont les 27 membres de l'Union européenne) et 9 organisations internationales à travers le monde.

En 2024, c'est à Paris que se tiendra la plénière du groupe Egmont, ce forum d'échanges entre les cellules de renseignement financier de 164 pays membres.

Paris, une légitimité historique

Fondé à l'initiative notamment de la France en juillet 1989 lors du Sommet du G7 de Paris, le Groupe d'Action financière (GAFI), organisme intergouvernemental de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, a choisi d'installer son secrétariat au siège de l'OCDE, à Paris.

En 2019, c'est l'Autorité bancaire européenne (ABE), chargée de mettre en œuvre un ensemble de règles visant à réglementer et surveiller le secteur bancaire dans tous les pays de l'Union européenne, qui s'est implantée à La Défense, le quartier d'affaires de la métropole du Grand Paris. L'ABE joue, jusqu'à la création de l'AMLA, un rôle majeur dans la structuration de la LCB-FT du secteur financier de l'Union, en particulier par l'intermédiaire de son AML Standing Committee, mis en place au début de 2020.

Paris dispose donc depuis longtemps d'un éco-système international dédié à la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme (LCB-FT), au sein duquel l'AMLA trouverait toute sa place. Des synergies fonctionnelles et organisationnelles avec ces deux institutions favoriseront sa montée en puissance et accentueront sa visibilité.





Un environnement adapté aux exigences d'une grande autorité européenne

Une expertise avérée en matière d'installation d'agences européennes sur son territoire

Les agents de l'AMLA pourront travailler en synergie avec l'Autorité européenne des marchés et services financiers (AEMF), déjà à Paris, ainsi qu'avec l'Autorité bancaire européenne (ABE), relocalisée à La Défense depuis 2019 suite au Brexit.

À chaque implantation, les ministères, les autorités administratives indépendantes et les collectivités locales impliquées ont fait preuve d'une grande réactivité et d'une très bonne capacité d'organisation et de coordination. L'AMLA bénéficiera de cette longue expérience française qui cumule savoir-faire humain, logistique, financier, administratif et foncier.

L'AMLA bénéficiera de cette longue expérience française qui cumule savoir-faire logistique, financier, administratif, foncier et humain.

Choose Paris Region est l'agence d'attractivité de la Région Île-de-France et le guichet unique d'accueil des investissements internationaux en Île-de-France. Elle fédère dans sa gouvernance les acteurs publics et privés qui contribuent activement à l'attractivité de la région. Forte de son expérience d'accompagnement de près de 2000 investissements étrangers chaque année, l'agence soutiendra la création de cette nouvelle autorité européenne en Île-de-France en lui faisant bénéficier de tout son retour d'expérience. Elle a notamment accompagné avec succès la relocalisation de l'Autorité bancaire européenne de Londres à Paris en 2019, et co-anime avec Paris Île-de-France Capitale Economique un réseau des organisations Internationales basées en Île-de-France pour contribuer à la mise en place de conditions d'accueil favorables favorisant leur développement.



La “région capitale”, un cadre de travail innovant et dynamique au centre de l’Europe

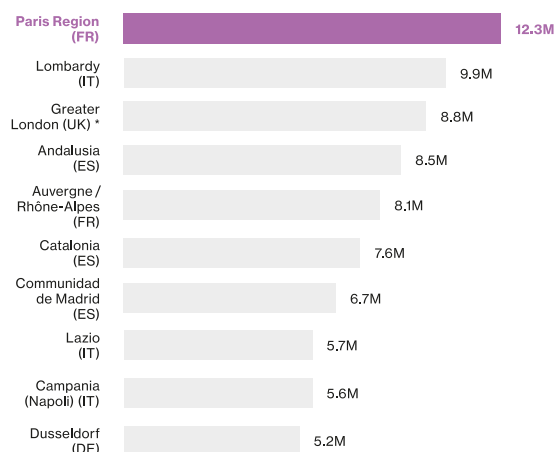
Avec 6 millions d’emplois hautement qualifiés et 1 million d’entreprises, l’Île-de-France représente 5.3 % du PIB de l’Union européenne.

La première région économique d’Europe

Elle rassemble une forte densité d’entreprises technologiques et des pôles de compétitivité de réputation internationale, qui bénéficient d’infrastructures numériques de pointe (très haut débit, cybersécurité, cloud...).

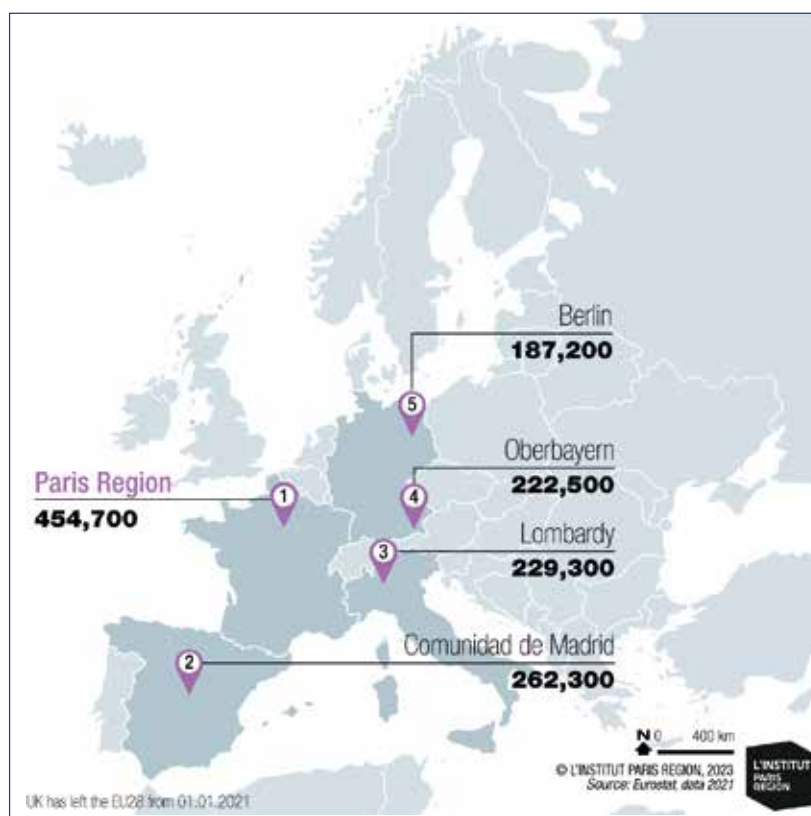
L’Île-de-France est également le premier centre financier de l’UE (plus de 362 000 professionnels travaillent dans ce secteur) et la place boursière de Paris affiche depuis peu une capitalisation boursière supérieure à celle de Londres. Une localisation en Île-de-France offre donc de nombreuses opportunités de travail aux conjoints des personnels des agences européennes.

Paris Region EU27’s and UK’s Most Populous Region (2021)



Eurostat (NUTS 2), 2022 (data 2021), Greater London (inner and outer London), Office for National Statistics, data 2021

EU27 Top 5 Regions for People Employed in Technology and Knowledge-intensive sectors - All NACE activities (2021)





Un cadre adapté pour accueillir l'AMLA et ses agents

Trois immeubles sont proposés pour accueillir les équipes de l'AMLA. Ils remplissent tous les critères de performance environnementale, de sécurité bâtiminaire et d'aménagements possibles.

La tour Cœur Défense à La Défense



**La tour HEKLA
à La Défense**



**Le futur immeuble
Messager au cœur de Paris**

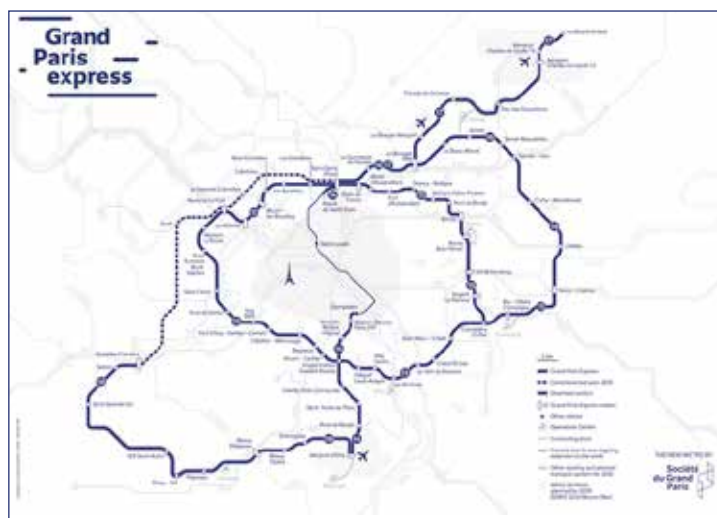
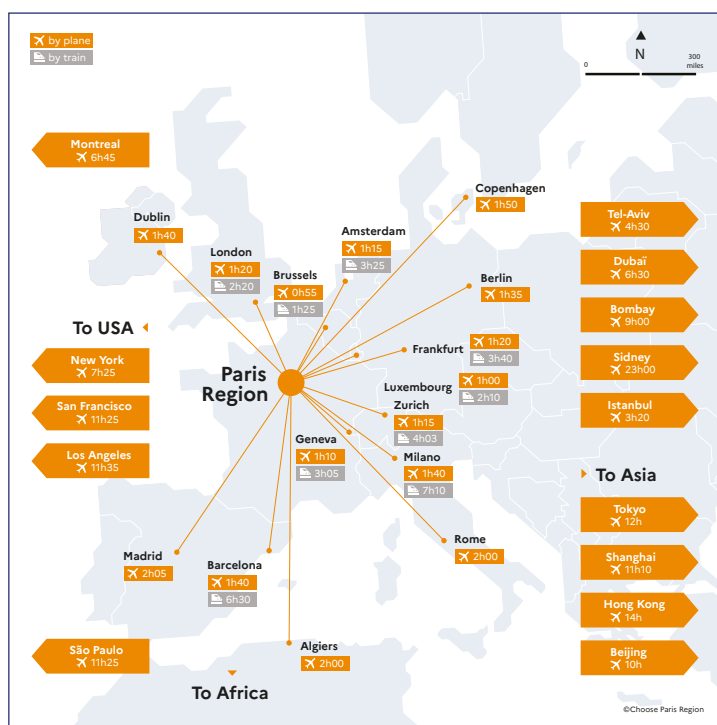


Une offre de transports riche et décarbonée

Première destination touristique du monde, Paris est une ville centrale très bien desservie en train pour les visiteurs occasionnels qui viendront assister aux réunions de l'AMLA en TGV depuis Bruxelles et les autres capitales européennes (Belgique, Pays-Bas, Allemagne, Luxembourg, Grande-Bretagne). En outre, le réseau régional de transports en commun est parmi les plus denses d'Europe et est amené à se développer davantage avec le déploiement du Grand Paris Express.

Le hub aérien de Paris est le premier d'Europe continentale : la plupart des grandes métropoles européennes sont accessibles en moins de 2 heures de vol.

La région Île-de-France est un pôle international qui attire des personnes du monde entier, qu'il s'agisse d'y vivre, d'y étudier, d'y travailler ou de la visiter. Avec 1,7 million d'étrangers, 120 000 étudiants étrangers dans l'enseignement supérieur et de nombreuses entreprises opérant à l'échelle mondiale, la région offre à tous un environnement dynamique, enrichissant et multiculturel.



A photograph showing a person from behind, riding a bicycle on a paved path. The path is lined with tall, mature trees, creating a canopy effect. Sunlight filters through the leaves. Other people are visible in the distance, also on bicycles.

Un cadre de vie exceptionnel

Éducation, culture, loisirs: des atouts uniques

Avec 40 écoles internationales privées, 120 écoles publiques et gratuites et un important réseau de crèches (y compris multilingues), l'offre scolaire de la région parisienne est dense et variée. À Paris, 35 établissements scolaires sont labellisés Euroscol, un label qui fait de l'ouverture sur l'Europe un levier stratégique au service de la réussite de tous les élèves. En outre, plusieurs structures spécialisées proposent la préparation du Baccalauréat international (IB).



La qualité de l'enseignement supérieur français est reconnue dans le monde entier : avec près de 365 000 étudiants étrangers, la France est le premier pays de l'UE pour l'accueil des étudiants étrangers.

Avec 3 900 monuments historiques, 320 cinémas, 297 théâtres, 169 musées dont le Louvre (musée le plus visité du monde), 5 opéras, 58 centres culturels et instituts étrangers, l'offre culturelle de Paris et de sa région est particulièrement riche. La gastronomie française rayonne à travers les 37 800 restaurants de la région, dont 134 restaurants étoilés par le guide Michelin.



Une offre de soins riche et de qualité

Des médecins et établissements hospitaliers bilingues sont facilement accessibles. Avec 37 hôpitaux et près de 12 000 lits, l'AP-HP (Assistance Publique-Hôpitaux de Paris) est le plus important groupe hospitalier public en Île-de-France.

Crédits photographiques

Anne-Claude Barbier, Constance Decorde, Cyrille Dubreuil,
Thierry Lewenberg-Sturm, Soazig de la Moissonnière,
Hamilton de Oliveira, Paris la Défense, Adobe Stock

Conception graphique

Studio graphique (SIRCOM/SG/MEFSIN)

Contacts

Cabinet de Bruno Le Maire

01 53 18 41 13

presse.mineco@cabinets.finances.gouv.fr

Direction générale du Trésor

01 44 87 75 44

tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

www.economie.gouv.fr/AMLA-Paris